

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3838 - Meudi 11 Mars 2021 - Prix : 200 Fc

ÉCONOMIE :

Le marché d'Ikoni pourrait bientôt rouvrir



Le marché d'Ikoni.

ENCORE + D'ACTION AVEC LES OFFRES CANAL+

MEN IN BLACK : INTERNATIONAL
EN MARS SUR **CANAL+**



DU 1ER AU 15 MARS 2021
FORMULE LE PACK
+ DECODEUR
A 17 000 KMF
AU LIEU DE 20.000 KMF*

LES OFFRES

CANAL+

*Offre valable aux Comores du 1er au 15/03/21 pour tout nouvel abonnement d'une durée d'un mois en paiement comptant à la formule **LE PACK à 16 000 KMF/mois**. Le décodeur est à 10000 KMF ou fixé à 30000 KMF. Uniquement pour toute personne non abonnée au cours des 3 derniers mois. Voir conditions et autres offres en cours en boutique CANAL+.

CANAL+ Réunion - S.A.S. au capital de 1.500.000 € - R.C.S. de Saint-Denis 352 827 646.

MOHELI :

Les pêcheurs sont appelés à immatriculer leurs bateaux

Dans un point presse tenu lundi dernier au siège de la direction de la production, le directeur régional de la pêche à Mohéli en présence du président du syndicat des pêcheurs, a lancé un appel à tous les propriétaires des vedettes d'immatriculer leurs embarcations avant le 30 avril.

Un projet d'immatriculation des embarcations financé par la Banque Mondiale a été lancé depuis 2019 dans le pays. Le financement de la Banque Mondiale a pris fin mais le projet se poursuit, selon Fahad Hamdane, le directeur régional de la pêche. Selon la même source, l'objectif est d'immatriculer les vedettes afin de les identifier tout comme les voitures, identifier leurs propriétaires et leurs lieux d'accostage afin de protéger les pêcheurs.

Et pour se faire, deux étapes sont à parcourir. D'abord le contrôle physique de l'embarcation par l'agence nationale des affaires maritimes, puis l'attribution du numéro et l'enregistrement sur la base des données. « Aujourd'hui, certains chantiers de fabrication des



Le directeur de la pêche et le président des pêcheurs de Mohéli devant la presse.

vedettes sont homologués de sorte que les vedettes qui en sont issues n'ont pas besoin de passer au contrôle physique », précise Fahad Hamdane. Les propriétaires de ces vedettes de pêche ont jusqu'au 30 avril pour se faire immatriculer. Délai au-delà duquel des mesures seront prises contre les contrevenants.

Quant au président des pêcheurs, Mohamed Ahmed Said (Babwé), il salue cette initiative. « C'est une très bonne initiative car l'expérience nous a montré que sans immatriculation, ni carte professionnelle, nous sommes exposés à des graves dangers en pleine mer ».

Riwad

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR) N° P171361

Référence : 2021-UGP-ETUDE ROUTE RN2 RN3-PRPKR
Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

« SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DES ETUDES TECHNIQUE, ECONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE AINSI QUE LA GESTION, LE CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN2 ET DE LA RN3 (TRONCON MTSANGADJOU-MOHORO-FOUMBOUNI-OUROVENI - 26 KM) »

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un crédit (No 6529-KM) et un don (D549-KM) de 45 millions de dollars de l'Association internationale de développement et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit et/ou don pour effectuer les paiements des prestations au titre du contrat suivant : **Etudes technique, économique, environnementale et sociale. Gestion, Contrôle et Surveillance des travaux de réhabilitation de la RN2 et RN3. (Tronçon Mtsangadjou-Mohoro-Foumbouni-Ouroveni d'un linéaire d'environ 26 km).**

Les services consistent :

- D'une part à réaliser les études suivantes (i) Etudes de faisabilité entre Mtsangajou et Foumbouni ; (ii) Etudes économiques, et mesures et instruments de gestion environnementale et sociale entre Mtsangajou et Ouroveni, notamment l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES), Elaboration du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et du Plan de Réinstallation (PR)... ; (iii) Etudes APD entre Mtsangajou et Foumbouni y compris l'élaboration du DAO ; (iv) Actualisation de l'APD disponible (étude financée par la BAD) entre Foumbouni et Ouroveni.

- Et d'autre part à assister l'Administration notamment l'UGP sur les aspects relatifs à la passation des marchés et

Également : (i) la Gestion, (ii) le Contrôle et (iii) la Surveillance des travaux sur la section entre Mtsangajou et Mohoro (14 km) en priorité, et une partie de la section entre

Mohoro et Ouroveni dans les limites du budget disponible.

2. Profil et composition du personnel du Consultant

Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins vingt (20) ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires et (iv) domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience ; v) l'organisation technique et managériale du cabinet ; vi) -les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (notamment Ingénieur Routier Sénior, Ingénieur hydraulicien/hydrologue, un Ingénieur topographe, Ingénieur géotechnicien ayant une expérience significative dans le domaine des études APS et APD)..

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016, révisée 2017, 2018). La méthode de sélection est la « Sélection fondée sur les qualifications des consultants (SFQC) ».

L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir sur la liste restreinte.

Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

3. Dépôt des dossiers de manifestation d'intérêt :

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés en version physique au plus tard le **26 Mars 2021 à 14 heures 00 du Lundi à Vendredi de 07 heures 30 à 15 heures 30** à l'adresse indiquée ci-dessous ou par courrier électronique aux adresses suivantes (cor.ugp.prpkr@gmail.com, rpm.ugp.prpkr@gmail.com, rpse.ugp.prpkr@gmail.com) avec la mention « **Candidature pour la mission ETUDE ROUTE RN2 RN3-PRPKR** »

Adressé à : **Monsieur le Coordonnateur du Projet « Manifestation d'intérêt Réf. 2021-UGP-ETUDE ROUTE RN2 RN3-PRPKR, au Bureau du PRPKR. MAPEATUT-TAF, Unité de Gestion du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience ; Rue Corniche Sis à l'Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2ème étage, BP 12 Moroni, Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Transports Terrestres, chargé des Affaires Foncières Moroni-Union des Comores, BP 12 - Moroni - COMORES, Téléphone : +269 332 15 85**

Fermé pour « conflit d'intérêt » depuis fin 2019, le marché d'Ikoni pourrait bientôt rouvrir sous les auspices du ministre de l'Économie Houmed Msaidié.

Depuis fin 2019 qu'il a baissé les rideaux, le grand marché d'Ikoni, Coco Palm's Market, sis à Malouzini, pourrait bientôt rouvrir. Ce sujet préoccupant a fait l'objet d'une rencontre entre une délégation d'Ikoni et le ministre de l'Économie, Houmed Msaidié, en début de semaine. « Nous étions en conflit déclaré avec un de nos enfants qui avait trouvé les investisseurs chinois lesquels ont assuré la fin de la construction de ce marché. En clair, ces

ÉCONOMIE :

Le marché d'Ikoni pourrait bientôt rouvrir

investisseurs et leur représentant voulaient minimiser voire ignorer l'apport conséquent de la ville d'Ikoni, lequel pourrait être évalué à 60% des investissements consentis sur ce projet. Cette situation a précipité la décision de cesser les activités », devaient rappeler les membres de la délégation devant le ministre de l'Économie.

Revenant sur les faits à l'origine de ce conflit qui a poussé à la fermeture du marché, le chef du village Inoussa Ali Djaé que nous avons contacté au téléphone pour davantage

d'éclaircissements, ne manque pas de rappeler que ce sont les femmes de la localité qui sont à l'origine de ce projet colossal. Pour ce qui est du conflit, le chef du village laisse entendre que c'est madame Bibi Makas, femmes d'affaires originaire d'Ikoni, qui n'aurait pas vu d'un œil que Dahalani Said Salim, cadre d'Ikoni, vienne en aide pour finir la construction et aménager les lieux et pourtant « il avait l'aval de l'ancien maire et celui de la notabilité pour trouver des investisseurs capables de finir le chantier ».

Actuellement, toutes les parties prenantes d'Ikoni estiment que le meilleur approche serait de trouver un terrain d'entente sur ce conflit et sauver les millions de francs investis. La réouverture du marché est plus que primordiale car permettra selon la notabilité de « déconcentrer les marchés de la capitale ». Le cabinet du ministre de l'Économie affirme dans un communiqué que Houmaed Msaidié appuie la volonté de la justice comorienne de recourir aux services d'un cabinet pour effectuer un

inventaire du matériel en place, évaluer les apports de chaque partie en termes d'investissements pour qu'il y ait rétribution en fonction des efforts consentis. Et que pour rassurer les investisseurs chinois, « le ministre entend rencontrer l'ambassade de Chine et le représentant local de la société chinoise pour plus de concertation. Il proposera en fin la réouverture et le lancement des activités tout en menant les discussions », rapporte le document.

A.O Yazid

PROMOTION DES DROITS DE LA FEMME :

Azali s'engage de nouveau

A l'occasion du 8 mars, le chef de l'État Azali Assoumani a rendu un vibrant hommage aux femmes en premier rang dans tous les combats menés dans le pays. Azali Assoumani a annoncé que des actions visant à promouvoir les droits fondamentaux de la femme sont en cours.

C'est sous le thème « Leadership féminin : pour un futur égalitaire dans le monde du Covid-19 » que la journée internationale de la femme a été célébrée lundi 08 mars dernier. Crise sanitaire oblige, la célébration a eu lieu en visioconférence sous l'autorité du chef de l'État et du ministère de la santé en collaboration avec les Nations Unies. 44 ans qui marquent le combat et l'engagement des pays à faire valoir les droits des Femmes et leur reconnaissance dans la contribution au développement des pays. Une

occasion en or pour le chef de l'État Azali Assoumani de rendre un vibrant hommage au personnel médical féminin.

« Je rends hommage aux Femmes du monde et, en particulier, bien évidemment, la femme comorienne, qui a toujours été au premier rang dans tous les combats menés dans ce pays, qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques, et qui a, une fois encore fait ses preuves dans le combat que le gouvernement mène pour ralentir la propagation de cette pandémie, dans le pays » devait-t-il concéder. Ces femmes professionnelles de santé se sont investies, jour et nuit, dans le pays, pour soigner, rassurer et accompagner les malades, d'autres femmes qui ne sont pas du secteur médical n'ont pas été en reste non plus. « Elles ont montré leur compassion, à travers un travail constant de sensibilisation, de confection et de distribution de masques ainsi que d'approvisionnement

en autres équipements de protection », réitéra-t-il tout en félicitant sa ministre de la santé Loub Yacouti Athoumani pour « son engagement ».

Cette dernière a expliqué cette journée doit être l'occasion à la femme de relever les défis qu'elle et saisir les opportunités pour mieux consolider sa participation dans la vie citoyenne et le développement du pays. « Notre pays a enregistré des avancées majeures dans plusieurs domaines en termes d'égalité salariale, l'homme et la femme de même diplôme perçoivent le même salaire. En matière de participation et de prise de décisions, pour la première fois de l'histoire du pays, nous avons une gouverneure (d'une île). Le nombre remarquable des femmes occupant de hautes fonctions dans nos différentes institutions le démontre », a-t-elle déclaré.

Pour revenir au chef de l'État, il a fait savoir que des actions visant à



Le président Azali s'adressant aux femmes le 8 mars.

aider les femmes à bénéficier pleinement de leurs droits les plus élémentaires sont en cours, tout en œuvrant pour promouvoir davantage l'égalité de genre et le leadership des femmes. Notons par ailleurs que dans le gouvernement, l'on ne compte qu'une seule femme ministre sur 15 membres.

Azali a rappelé son combat dans la lutte contre la violence faite aux femmes et aux êtres vulnérables. Ce

qui a conduit à une révision du code pénal, criminalisant désormais les actes d'agressions sexuelles. « J'appelle toutes les autorités compétentes à tout mettre en œuvre pour que ce Code pénal soit scrupuleusement respecté, afin que les auteurs de violences soient poursuivis et les victimes protégées, dans l'intérêt de notre pays » devait-il lancer.

Andjouza Abouheir

8 MARS/ONU :

"Quand les femmes gouvernent, l'État investit davantage dans la protection sociale..."

François Batalingaya, coordinateur résident du système des Nations Unies aux Comores a salué les efforts indéniables des femmes dans cette gestion de la pandémie de covid-19, surtout aux Comores où la deuxième vague a été plus mortelle que la première.

A l'occasion de la journée dédiée à la Femme le 08 mars, François Batalingaya, coordinateur résident du Système des Nations Unies aux Comores a expliqué que le thème choisi cette année « mérite une attention particulière » pour tous les pays, et plus particulièrement l'Union des Comores qui fait toujours face à une seconde vague de la pandémie de Covid-19. En effet, 50% des femmes du personnel médical féminin ont été durement touchées par la nouvelle variante dans cette nouvelle variante pendant qu'elles étaient (et continuent à l'être) en première ligne, et gèrent avec courage des responsabilités supplémentaires à savoir leurs foyers.

Le Coordinateur a tenu à réitérer



François Batalingaya.

le message du secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Selon ce dernier, la pandémie de Covid-19 a anéanti des dizaines d'années de progrès en matière d'égalité des sexes. « Elle a causé des pertes d'emploi massives, fardeau toujours plus lourd des soins non rémunérés,

scolarité perturbée, explosion de la violence domestique et de l'exploitation : les femmes voient leur existence bouleversée et leurs droits s'éroder », rapporte-t-il.

Ainsi, pour cette année, la journée internationale des droits des femmes met en avant le pouvoir de transfor-

mation que recèle la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes. « Nous le voyons ici-même, à l'ONU, où je suis fier que nous ayons atteint, pour la toute première fois, la parité des sexes aux postes de direction. Les faits sont là. Quand les femmes gouvernent, l'État investit davantage dans la protection sociale et la pauvreté régresse plus vite. Quand les femmes siègent au parlement, les pays sont plus fermes dans leurs politiques de lutte contre les changements climatiques. Quand les femmes participent aux négociations de paix, les accords sont plus durables. Et depuis que les femmes sont aussi nombreuses que les hommes aux plus hautes fonctions de l'Organisation (ONU, Ndlr), notre action en faveur de la paix, du développement durable et des droits humains est encore plus concertée », constate-t-il.

Vivant dans un monde dominé par les hommes, empreint d'une culture essentiellement masculine, l'égalité des sexes est en réalité une question de pouvoir. Les hommes sont une par-

tie indispensable de la solution. Les mesures de soutien et les plans de relance doivent cibler spécifiquement les femmes et les filles dans le cadre du relèvement après la pandémie. Il faudra investir dans des entreprises appartenant à des femmes et l'économie des services à la personne.

« Le relèvement nous offre l'occasion de rompre avec des siècles d'exclusion et d'inégalité. Qu'elles soient à la tête d'un pays, d'une entreprise ou d'un mouvement populaire, les femmes agissent concrètement pour le bien commun et font progresser la réalisation des Objectifs de développement durable. Il est temps de construire un avenir d'égalité. C'est l'affaire de chacune et chacun et l'intérêt de toute l'humanité. », Confie-t-il tout en demandant aux pays, aux entreprises et aux institutions d'adopter des mesures et des quotas qui favorisent la participation des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes et faire rapidement changer les choses.

Andjouza Abouheir

HABARI ZA UDUNGA

Sonelec : le tabouret à trois pieds

La société nationale en charge de l'électricité avec son nouveau directeur s'est engagée à relever un défi où beaucoup de responsables passés ont échoué pour des multiples raisons. Nous avons demandé l'avis d'un expert qui a eu à travailler dans le domaine de l'énergie et qui connaît l'historique de l'entreprise. Dans un premier temps il était « un peu étonné de lire sur les journaux la publication de deux offres d'emploi à la Sonelec dont l'objet était de recruter un comptable et un auditeur de gestion. Et s'était demandé si, « est-ce vraiment la priorité pour redresser notre service de l'électricité d'embaucher des comptables ? N'y aurait-il pas d'autres urgences ? »

A partir de ces questionnements, il a mené une petite enquête et la réponse pertinente qui lui été faite a été la suivante : Pour améliorer la situation de la Sonelec, il faut renforcer dans trois axes. Comme un tabouret

qui ne tient bien que s'il a au moins trois pieds. Les trois pieds de la Sonelec sont le management, la compétence technique et la rigueur de gestion.

Pour le premier pied, la société compte sur le nouveau directeur et le souhait de tous est qu'il réussisse à redresser la société par de nouveaux modes de fonctionnement basés sur l'efficacité et la performance, privilégiant la compétence plutôt que les relations. Même si ce point est nécessaire mais pas suffisant.

En effet, il faut aussi augmenter la compétence technique. Les moteurs installés aux Comores n'ont aucune raison de tomber en panne plus souvent qu'ailleurs. De nombreux travaux sont effectués depuis plusieurs années. Le réseau est réhabilité, de nouveaux groupes ont été mis en service récemment. Des technologies plus performantes (moteurs lents) devraient permettre d'éviter ces pannes fréquentes mais ce changement demandera forcément du

temps.

Pour notre interlocuteur, l'arrivée prochaine de deux nouveaux moteurs viserait à gérer le court terme et à aborder le Ramadan dans de bonnes conditions. N'oublions pas ensuite les actions de fond : mise en service de la centrale à fuel lourd, remplacement futur des moteurs rapides. Mais il faut une solide compétence technique pour exploiter ces équipements correctement.

Par ailleurs, il faut aussi que les moyens soient donnés pour réaliser les opérations d'entretien en temps utile avant que les groupes ne tombent définitivement en panne. Cette compétence technique, il faut la chercher, sans doute pas seulement aux Comores parce que l'exploitation de tous ces systèmes implique un niveau de formation et de compétence que nous n'avons pu être pas encore atteint. Ce doit être un objectif majeur du directeur.

Mais tout cela nécessite des moyens et c'est là qu'intervient le

point relatif au renforcement de la partie gestion de l'entreprise. Cette gestion doit être irréprochable. Elle doit permettre un recouvrement exemplaire des sommes dues par les clients. Elle doit permettre le financement des matériels nécessaires à l'entretien de nos groupes. Elle doit garantir que les flux financiers dans la société sont exempts de toute fraude, de tout trafic, de toute malversation.

Et cette compétence de gestion, on l'a au pays et c'est pourquoi il était logique de publier des offres d'emploi localement sur ce type d'activité. En plus, publier des offres d'emploi est un premier pas vers un recrutement transparent.

On peut espérer que la Sonelec saura agir dans ces trois directions pour nous faire sortir de la situation actuelle de délestage et d'incidents trop fréquents.

Mmagaza

La Gazette des Comores
 Directeur général
 Said Omar Allaoui
 Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
 Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
 Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
 Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
 Chronique Sportive
 B.M. Gondet
 Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
 Responsable commercial
 Mariama Mhoma
 Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
 Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
 Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET INTÉGRÉ DE DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS ET DE LA COMPÉTITIVITÉ (P164584), CRÉDIT IDA 6423 KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

Réf. n°2021/002/ MAPE/PIDC/AMI/ONFZC

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR LA MISE EN PLACE D'UN OFFICE NATIONAL DES FORETS ET DES ZONES CÔTIÈRES »

1. Le (PIDC) est une initiative du Gouvernement Comorien, avec l'appui financier de la Banque Mondiale, visant à réduire la pauvreté en soutenant la croissance économique de certaines régions à fort potentiel.

L'objet du projet est de promouvoir le développement des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et des acteurs de la chaîne de valeurs, concernés dans l'agriculture, le tourisme et les secteurs associés aux Comores.

Les composantes du Projet, qui correspondent à un investissement total évalué à US\$ 25 millions, sont les suivantes :

- * Renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur cibles et du secteur privé
- * Appui direct aux entreprises
- * Gestion de projet, Suivi/Évaluation, et Renforcement des Capacités.

Dans le cadre de la mission, le PIDC lance un Avis à Manifestations d'Intérêt, en vue de recruter « un consultant pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un Office National des forêts et des zones côtières » dont les responsabilités, tâches, ainsi que le profil, sont définis dans les présents termes de références.

2. Objectif de la mission

L'objectif global de la mission consiste à réaliser une étude de faisabilité pour la création et la mise en place de l'Office National des Forêts et des Zones Côtières (ONFZC).

Sous la supervision du Coordonnateur du PIDC et en collaboration étroite avec la Direction Nationale de la Stratégie Agricole et de l'Élevage (DNSAE), le Consultant sera responsable des tâches suivantes :

- Analyser les documents sur la base des études pertinentes existantes ;
- Collecter, traiter et analyser les données ;
- Consulter les structures nationales liées à la mise en place de l'ONFZC ;
- Organiser un atelier de restitution en fin d'étude avec les principaux acteurs et partenaires nationaux impliqués dans la mise en place de l'Office ;
- Rédiger le rapport de l'étude de faisabilité, en mettant l'accent sur l'analyse contextuelle et les recommandations etc.

4. Profil du consultant

- Être diplômé(e) d'un Master (Bac+5 minimum) en sciences agronomiques et environnementales, en agroécologie, en environnement, en gestion des ressources naturelles ou toute autre discipline apparente ;

tée ;

- Avoir une expérience de dix (10) ans au minimum, dans les domaines de la consultation et de la gestion des projets de développement, notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies nationales pour la gestion des forêts, et dans les domaines de la valorisation, protection et conservation des ressources naturelles marines et dans l'élaboration des plans de gestion intégrée de développement durable ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans les activités liées au développement des capacités institutionnelles en matière de gouvernance de l'environnement et des ressources naturelles, de préférence dans les domaines liés à la résilience des zones côtières par rapport au changement climatique et à la valorisation, protection et conservation du patrimoine forestier ;
- Avoir réalisé au moins deux missions/donnant une expérience professionnelle liée au renforcement des capacités institutionnelles ;
- Avoir une expérience sur les procédures des projets du groupe des bailleurs de fonds, en particulier, de la Banque Mondiale ;
- Justifier d'une expérience avérée dans les projets de gouvernances institutionnelles ;
- Excellentes compétences et expérience

en animation d'ateliers de travail et de formation

5. Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à soumettre leurs dossiers de candidature, composés des pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur du projet ;
- Un CV actualisé ;
- Les copies des diplômes, attestations et autres documents justifiant la qualification et l'expérience requise du consultant.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires concernant les TDR, en nous contactant à l'adresse email ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées par email à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **25 mars 2021 à 17 h 00 (heure locale en Union des Comores)**.

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet PIDC « Manifestation d'intérêt Réf. n°2021/002/MAPE/PIDC/AMI/ONFZC au secrétaire du PIDC. MAPE, Mdé Ex-CFADER Moroni.

Email projetpidc@gmail.com

Lancé le 11 mars 2021

CAN :

Le staff technique dévoile la liste des Cœlacanthes

L'archipel aux îles de la lune est à deux doigts d'une participation historique à une phase nationale d'une Can. Même à un point de valider le ticket, en ce mois de mars 2021, le jeudi 25 mars face aux Éperriers de Togo à domicile (5e journée), et le lundi 29 mars devant les Pharaons d'Égypte au Caire (6e), l'excès de confiance n'est pas permis. Le schéma de jeu ne devrait pas s'éloigner des précédents. On ne change pas un système qui rapporte. La liste reste exhaustive. C'est encourageant.

Les Cœlacanthes des Comores sur la trace des Barea de Madagascar, en termes de qualification historique. Malgré cet atout significatif, la prudence est de mise. Tout comme la liste des joueurs, l'orientation tactique ne devrait pas subir un changement notoire. Théoriquement, le classement actuel (8 points +3), derrière le septuple champion d'Afrique, les Pharaons d'Égypte (8, +5) ouvre presque les portes de la phase nationale. La 5e journée (jeudi 25 mars), comptant pour les éliminatoires de la Can 2022, verra les Éperriers de Togo évoluer au

complexe omnisports de Maluzini devant les Cœlacanthes, et 4 jours plus tard, un coriace duel avec les Pharaons d'Égypte, sept fois médaillés d'Or de la Can, attend les ambassadeurs des Comores au Caire.

Le recul progressif de la menace sanitaire a fait que la liste des délégations a été revue légèrement à la hausse. De 22 membres, elle est portée à 25. « Cette prudence, affichée par la Caf, est indispensable. Vous savez, comme chez-nous ici, à chaque rencontre sportive, les joueurs doivent se faire dépister », explique Saïd Ali Saïd Athoumani, président de la Fédération de Football des Comores. En clair, chaque personne qui présenterait des signes anormaux, proches de la covid-19, sera exclue du stade.

Le patron du football comorien est invité à la finale des U20 masculins en Mauritanie, où bosse Amir Abdou, entraîneur des Cœlacanthes. Il avait tenu un langage rassurant avant son départ : « A Nouakchott, je m'entretiendrai avec le coach Amir. Les échanges graviteront naturellement autour des 5e et 6e journées des éliminatoires de la Can 2022. En principe, le 12 mars pro-

chain, il devrait se rendre en France pour rencontrer les éléments de la diaspora. Ensemble, ils viendront ici vers le 22 mars 2021 ». Ci-joint les joueurs des Cœlacanthes.

Gondet Bm

Liste des joueurs

Gardiens de but

Ali Ahamada, Moyadh Housseini, et Salim Ben Boina

Défenseurs

Abdallah Ali mohamed, Ahmed Soilihi, Ben Jaloud Youssouf, Kassim Mdahoma, Kassim Mdahoma, Nadjim Abdou, Saïd Bakari, Younn Zahari

Milieux d terrain

Fouad bachirou, Faiz Faïdine, Nakibou Aboubakari, Raffidine Abdullah, Yacine Bourhani, Youssouf Mchangama

Attaquants

Ahmed Mogni, El Fardou Mohamed, Faïz Mattoir, Faïz Selemani, Ibrahim Madi, Ibroihima Youssouf, Mohamed Youssouf, Nasser Chamed,

Qualifications Coupe d'Afrique des Nations

LISTE EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL DES COMORES

#COELACANTHES

GARDIENS
Ali AHAMADA - Salim BEN BOINA - FC Marquies
Moyadh HOUSSEINI - Fraas

DEFENSEURS
Nadjim ABDOU - FC Hartigue
Benjaloud YOUSSEUF - Le Mars FC
Ahmed SOILHI - Quevilly Rouen Métropole
Abdallah ALI MOHAMED - SV Zulte Waregem
Kassim MDAHOMA - Lyon La Duchère
Younn ZAHARI - PAU FC
Kassim AHAMADA - US Crétail-Lustanot
Saïd BAKARI - RRC Waalwijk

MILIEUX
Rafidine Abdullah - Stade Lausanne
Fouad BACHIROU - Nottingham Forest
Youssouf M'CHANGAMA - EA Guingamp
Yacine BOURHANI - Chamois Niortais FC
Nakibou ABOUBAKARI - Stade Briochin
Faiz FAÏDINE - FC Novadhibou

ATTAGUANTS
Faiz SELEMANI - KV Courtrai
El Fardou MOHAMED - Etoile Rouge de Belgrade
Mohamed YOUSSEUF - AC Ajaccio
Nasser CHAMED - Gaz Metan Medias
Ibrahim MADI - FC Hartigue
Ahmed MOGNI - FC Annecy
Faiz MATTOIR - AC Ajaccio
Ibroihima YOUSSEUF - FC Novadhibou

SÉLECTIONNEUR
Amir ABDOU

Groupe G
Journée 5 & 6

COMORES - TOGO
Jeudi 25 mars 2021
(Maluzini, Comores)
#COMTOG

EGYPTE-COMORES
Lundi 29 mars 2021
(Caire, Egypte)
#EGYCOM

#FIERDETRECOMORIEN

RETROUVEZ-NOUS SUR NOS PAGES DÉDIÉES À L'ÉQUIPE NATIONALE DES COMORES !

Retrouvez-nous sur nos pages dédiées à l'équipe nationale des Comores : @coelacanthas, coelacanthas_des_comores, Fédération de Football des Comores



Moroni, 7 March 2021

Dossier Ref: No: OPS/HRM/2021-032

AVIS DE RECRUTEMENT

Consultation nationale pour l'élaboration d'outils d'aide au traitement, l'analyse et la présentation des données sur les cas des enfants victimes de violences en Union des Comores

I. Informations générales

L'UNICEF Comores recherche activement une institution pour la consultation pour l'élaboration d'outils d'aide au traitement, l'analyse et la présentation des données sur les cas des enfants victimes de violences en Union des Comores

N.B : Poste réservé uniquement aux candidats de nationalité comorienne.

Fonction : **Consultant (e)**
Fonction du superviseur/Niveau : **Administrateur au Programme**
Unité Organisationnelle : **Programme**
Lieu de travail : **Ngazidja, Mohéli et Anjouan**
Grade : **Forfait**
Date d'entrée en fonction : **22 mars 2021**

Qualifications requises :

Expert 1 :

Être titulaire d'un diplôme post-universitaire (MASTER II, DEA ou DESS) en Informatique, en cartographie ou dans un domaine équivalent ;
Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le développement et la conception des cartes géoréférencées ou d'autres travaux similaires ;

Expert 2 :

Être titulaire d'un diplôme post-universitaire (MASTER II, DEA ou DESS) en statistiques, économétrie ou dans un domaine équivalent ;
Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le traitement et l'analyse des données avec des logiciels spécialisés ;
Critères généraux :
Avoir des connaissances suffisantes sur les questions relatives à la protection de l'enfant ;
Avoir des bonnes capacités d'écoute, de communication et de travail en équipe ;
Avoir une Maîtrise parfaite de l'outil informatique ;
Avoir une maîtrise parfaite du français (écrit, lu, parlé)

Pour plus d'informations sur les responsabilités du poste, merci de cliquer sur le lien ci-dessous :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/538558?ApplicationSubSourceID=>

II- SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à déposer leurs dossiers de candidature au plus tard le **15 mars 2021 à 11.55 heures, heure des Comores.**

Tout dossier incomplet ou soumis en ligne après le deadline (15 mars 2021) ne sera pas consi-

déré.

Seuls les dossiers de candidature incluant tous les documents requis pourront être retenus pour la sélection.

Remarques :

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'UNICEF est un environnement non-fumeur.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés et recevront une réponse officielle à leur demande de candidature. Nos avis de vacances sont également disponibles sur le site

<http://www.unicef.org/about/employ/>

Bien vouloir cliquer sur le lien ci-dessous pour accéder directement et rapidement à cet avis de vacance de poste dans notre plateforme de recrutement :

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/538558?ApplicationSubSourceID=>

Pour toutes informations additionnelles sur cette publication merci de contacter notre Associée Senior aux Ressources Humaines ramohamed@unicef.org ou notre Chef des Operations bpinah@unicef.org

**Comoros National Fishing Company ("CNFC")
Le Liquidateur
Annonce la vente des actifs de la CNFC**



Ahmed Tawfik Nassim en sa qualité de liquidateur de la CNFC, en référence à la Résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Comoros National Fishing Company n° (1) / 2019 en le nommant liquidateur de la Société, annonce la vente aux enchères des actifs de la CNFC.

CNFC (ci-après «la Société») est une Société Anonyme avec le numéro d'enregistrement commercial (RC n° 174/11 - RA n° 4408-b-11).

Les actifs de la Société sont principalement situés en Grande Comore, l'une des îles de l'archipel des Comores.

Les actifs de la Société proposés à la vente comprennent le bâtiment abritant le siège social, un chantier de fabrication de bateaux, un centre de formation avec laboratoire, une cale d'ancrage ou mouillage, une usine de farine de poisson, une usine de glace, une usine de transformation de poisson, une usine de mise en conserve, une centrale électrique, une usine de dessalement / désalinisation et des bateaux.

Conditions requises de l'offre

L'intéressé doit:

* Fournir une preuve écrite raisonnablement satisfaisante au Liquidateur quant à la capacité financière du soumissionnaire de s'acquitter pleinement et en temps opportun de toutes les obligations, y compris le paiement en cash à la clôture de tout montant de la soumission retenue.

Dispositions générales pour les soumissionnaires intéressés :

- * La vente est effectuée pour l'ensemble des actifs de la Société sur la base « tel quel » et « où est ».
- * Toute offre limitée à une partie des actifs de la société sera rejetée.
- * La Société a le droit d'accepter ou de rejeter toute offre soumise.
- * Les soumissionnaires intéressés auront accès à la liste complète des actifs à vendre et à tous les documents de la vente aux enchères sur présentation du formulaire de pré-qualification et signature de l'Accord de Non-Divulgence.
- * Pour recevoir le formulaire de pré-qualification et vous inscrire en tant que soumissionnaire intéressé et pour toute demande de renseignements, veuillez vous adresser au Liquidateur - à l'adresse courriel suivante au plus tard un mois après la publication de cette annonce.

Cnfc.inquiry@mazars.qa

Mentions légales

En soumettant le formulaire de pré-qualification, le Soumissionnaire est réputé avoir lu attentivement tous les documents d'enchères qu'il a reçus du Liquidateur. Chaque soumissionnaire intéressé doit donc mener ses propres enquêtes et analyses et vérifier la précision, l'adéquation, l'exactitude, la fiabilité et l'exhaustivité des hypothèses, évaluations, déclarations et informations fournies et obtenir des conseils indépendants de sources appropriées. La soumission signifie et implique que le soumissionnaire a lu attentivement et par conséquent, a inconditionnellement et irrévocablement accepté tous les termes et conditions énoncés aux présentes.

Actifs résumés, mais ne se limitent pas aux éléments mentionnés ci-dessous:

Bâtiments et terrains du Site Principal	Bâtiments et terrains des Centres Communautaires	Bateaux et Machineries
Bâtiment de bureaux principal: 271 m ² Terrain: 30.360 m ²	Bâtiment de Mitsamiouli: 407 m ² Terrain: 1.570 m ²	Usine de traitement des eaux usées (8) Machines
Chantier de fabrication et de réparation de bateaux: 1.372 m ²	Bâtiment de Hatsambou: 407 m ² Terrain: 2.030 m ²	Balises de 18m bateau: (8) bateaux
Usine de glace: 468 m ²	Bâtiment de Djomani: 407 m ² Terrain: 3.850 m ²	Bateaux 9m: (12) bateaux
Usine de transformation de poisson: 671 m ²	Bâtiment de Hahaya: 407 m ² Terrain: 2.210 m ²	Bateaux 18m: (7) bateaux
Usine de Conserverie: 1.008 m ²	Bâtiment d'Itsandra: 407 m ² Terrain: 1.400 m ²	Usine de transformation de poisson avec (13) Machines
Usine de farine de poisson: 384 m ²	Bâtiment d'Iconi: 407 m ² Terrain: 1.260 m ²	Centrale électrique avec (3) Générateurs
Centre de formation / Laboratoire: 321 m ²	Bâtiment de Salimani: 407 m ² Terrain: 1.550 m ²	Usine de dessalement / désalinisation avec (3) Machines
Cale d'ancrage / mouillage: 243 m ²	Bâtiment de Chindini: 407 m ² Terrain: 18.210 m ²	Usine de farine de poisson avec (4) Machines
Usine de dessalement / désalinisation: 157 m ²	Bâtiment de Bangoi Hambou: 407 m ² Terrain: 4.500 m ²	Chaudière Shellmax avec (3) Machines
Centre de marché aux poissons: 379 m ²		

Ahmed Tawfik Nassim

Le Liquidateur de la CNFC

Ahmed Tawfik & Co. – Membre de Mazars